

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2543>



Contribution de l'Ecole Emancipée

- FSU - CDFN - CDFN 2017-2018 - CDFN Mars 2018 -



Date de mise en ligne : mardi 20 mars 2018

Date de parution : 20 avril 2018

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Avec l'ère Macron, nous avons résolument changé d'époque, en termes de temporalité et de méthode. De temporalité car les attaques se succèdent à une vitesse inégalée, les coups pleuvent, et les décisions sont arrêtées avec une extrême rapidité, au mépris d'ailleurs de la légalité. Et de méthode, avec une gouvernance construite sur la base de réunions en rafales, pseudo concertations, discussions de façade pour maquiller des textes déjà écrits et au final, une « démocratie » qui impose par ordonnances des régressions sociales considérables. Nous avons changé d'époque, mais avons-nous pris la mesure du changement ? Est-ce pertinent de poursuivre notre chemin syndical, as usual... ?

Il faut dire deux mots du contexte, pour en dire toute l'âpreté, et pour ne pas laisser penser que les difficultés sont niées : le contexte international est d'une rare violence, à la Ghouta et Afrin en particulier, et partout dans le monde où les migrant-es fuient les guerres et la misère ; les migrant-es sont nombreux-ses à risquer et à perdre leur vie pour parvenir dans cette Europe qui les rejette ; en Europe, la xénophobie et le racisme, portés par l'extrême droite et des courants populistes prospèrent, comme en témoignent les élections récentes en Italie, révélant une nouvelle fois la faillite de la construction de l'UE ; les replis sont nombreux, et même si les signes de solidarité existent heureusement un peu partout, le collectif tend globalement à s'estomper devant un individualisme qui semble protecteur.

Macron joue lui aussi sa partition : la loi Asile et immigration scelle des procédures expéditives et une répression accrue à l'encontre des migrant-es, une politique inhumaine, décriée même au sein de la majorité. Le président des riches multiplie les cadeaux fiscaux au bénéfice du patronat et des actionnaires, et dans le même temps mène une guerre sans relâche envers les chômeuses et les chômeurs, détruit les droits des salarié-es et les acquis sociaux de pans entiers de la population, dont la grande majorité des retraité-es, avec l'art d'opposer les catégories touchées les unes aux autres.

Face à l'ampleur des attaques, il faut travailler à une mobilisation générale, véritable soulèvement populaire, et donner des perspectives de réaction et d'action à celles et ceux qui subissent les coups dans la sidération et la démoralisation. **La mobilisation n'est ni facile, ni spontanée, il faut néanmoins la construire** en prenant appui sur la colère et le mécontentement qui sont bien réels.

Des coups, des coups, des coups...

Dans tous les domaines, les « réformes » gouvernementales sont violentes et confirment l'orientation libérale : après le droit du travail, la justice de proximité est attaquée, la formation professionnelle, l'assurance chômage, le pouvoir d'achat des retraité-es, le droit et l'accueil des étrangers, les libertés publiques... La liste n'est pas exhaustive, et d'autres sujets suivront : les retraites, la sécurité sociale...

Dans l'éducation, aucun secteur n'est épargné : Blanquer s'en prend à la maternelle (il menace son existence même à travers les missions des personnel-les), il poursuit la destruction du cadre national de l'école primaire et du collège, il dynamite le lycée au mépris des élèves, notamment celles et ceux issu-es des classes populaires, et menace en particulier le lycée professionnel... Le bac n'aura plus valeur de diplôme national, il ne sera plus le premier grade universitaire, la sélection à l'entrée du supérieur est actée par la loi ORE : **ces régressions sont considérables et modifient en profondeur le rôle et les finalités de l'école.**

A coups de territorialisation et de dose aggravée d'autonomie, l'éducation est de moins en moins « nationale », la rupture d'égalité est consommée : Blanquer va accompagner cette destruction d'une réforme du recrutement et de la formation des enseignant-es pour installer davantage de précarité chez les personnel-les. Les moyens alloués à l'école et à l'université sont en baisse, le renoncement à démocratiser l'accès aux connaissances et aux qualifications pour la jeunesse dessine une société à venir encore plus profondément fracturée par les inégalités

sociales.

Tous les services publics sont dans le viseur : l'annonce de la vente à la découpe de la SNCF (fermeture de certaines lignes, privatisation de certaines activités, destruction du statut de cheminot pour les nouvelles recrues...) rappelle la privatisation d'autres entreprises publiques, la Poste et France Télécom. C'est aussi la triste illustration du projet global contenu dans CAP 22 et qui pourrait donc se décliner à l'échelle de l'ensemble de la FP.

Dans la fonction publique, les attaques actuelles sont extrêmement brutales (120000 suppressions de poste, jour de carence et gel des salaires), et les orientations annoncées par CAP 22 sont, elles, gravissimes : fin du paritarisme, recours accru au contrat, mobilité des agents, politique d'individualisation des rémunérations, suppressions de certaines missions au bénéfice du privé... Il s'agit là d'une attaque en règle contre nos statuts et nos missions, d'une modification en profondeur de la notion même de service public, et là encore, d'une rupture d'égalité annoncée entre les territoires.

Du sectoriel au global

Le début d'année a vu se succéder des luttes : les personnel-les pénitentiaires, celles et ceux des EHPAD, du travail social, les salarié-es de Carrefour, de Ford, de Coca-cola, de Haribo, les magistrat-es dans la justice ; les retraité-es, uni-es dont la mobilisation massive du 15 mars démontre la volonté inébranlable de défendre leur pouvoir d'achat et un système de retraite équitable ; les enseignant-es aussi, en ordre dispersé début février ; la jeunesse, avec un rythme et une intensité différents selon les endroits, contre la loi ORE. Les manifestations du 8 mars, pour les droits des femmes. La solidarité contre la répression syndicale (Gaël Quirante...). La résistance à Bure, solide, malgré les violences policières. **Pas de résignation, donc, et un profond rejet des politiques menées.**

Le 22 mars, la FP sera en grève, les cheminot-es seront également dans la rue, et ont d'ores et déjà annoncé une stratégie d'action avec grèves sur la durée, les personnels d'Air France seront en grève à leur tour le 23. Il s'agit peut-être là d'un virage à ne pas manquer : **ces mobilisations peuvent représenter un tremplin** vers une action plus résolue, vers une reconduction de la mobilisation, et une généralisation de la grève, il faut s'y employer. Il s'agit en tout cas d'un moment charnière pour construire le rapport de forces : ne pas laisser faire, ne pas laisser passer de telles régressions sans s'y opposer.

Définir une stratégie

Face à Macron/Philippe et au rouleau compresseur, face à leur volonté non dissimulée de « se payer les syndicats » et d'écraser les cadres intermédiaires (ce qui leur laisserait les coudées -encore plus- franches !), nous devons construire une opposition. **Les cheminot-es** ont adopté une forme d'action dont nous mesurerons la pertinence, mais dont on peut déjà souligner les aspects positifs : leur stratégie est envisagée **sur un temps long**, elle ne se limite pas à une journée d'action mais donne des **perspectives**, elle est **combative** (36 jours de grève annoncés) et permet d'enclencher un **bras de fer** avec le gouvernement en prenant la main des négociations. Ce sont là des atouts importants pour **construire un rapport de forces** avec les salarié-es.

Dans la FP, le 22 mars, la FSU appelle avec 6 autres OS les agent-es à la grève. Cette grève est justifiée, et la FSU peut se féliciter d'en avoir pris l'initiative au sein de l'intersyndicale. Cela ne veut pas dire pour autant que le mouvement social sera au RV, mais il est de la responsabilité de l'intersyndicale, face à la gravité des attaques, de tout faire pour que les conditions de la mobilisation soient réunies.

Il faut à ce titre interroger la méthode employée pour rassembler et mobiliser les agent-es : pour les persuader d'être combatif-ves dans la rue, la fédération doit également tenir un discours offensif et adopter une posture combative, à

toute épreuve. Or, **l'orientation de la fédération est-elle toujours claire et lisible**, l'est-elle par exemple lorsque la FSU envisage de se rendre à une grand messe d'ouverture des discussions CAP 22 dont elle dénonce vertement les orientations par ailleurs, et cela quelques jours avant la grève du 22 ? Quand elle n'hésite pas à se démarquer de ses partenaires de transformation sociale qui boycotteront CAP 22, au lieu de faire bloc, au lieu de privilégier l'unité pourtant indispensable face à l'ennemi ? Quand elle prétend avoir quelque chose à « gagner » à entendre les propos qui participent d'un dialogue social qu'elle conteste clairement à longueur de temps ? Où est la cohérence ici ?

L'EE n'a jamais prôné la politique de la chaise vide, et sait que la négociation fait partie des responsabilités syndicales : mais s'agit-il de négociations, ici ? Participer à une « cérémonie » qui consiste à présenter le calendrier des différentes sessions de réunions qui vont mettre en musique les orientations mortifères pour la FP, est-ce là un cadre de négociations ? Clairement non. Si l'unité de l'intersyndicale FP a au final primé dans l'attitude retenue par les 7 pour cette première réunion du 13 mars, si la cérémonie d'ouverture a finalement été repoussée à la semaine prochaine, il y a urgence à interroger nos pratiques face à ce gouvernement.

Perspectives

Laisser penser que nous n'avons pas changé de système est une erreur et participe de la démobilisation des salarié-es... **Il faut au contraire les alerter**, leur dire qu'il ne s'agit pas de mobilisations « routinières » mais bien d'une réaction qui doit être à la hauteur de la gravité des attaques ! Il faut qu'ils et elles aient conscience de la brutalité des projets en cours, de la modification profonde qu'ils vont entraîner !

Face à ce gouvernement, il nous faut **construire une véritable opposition** ; ce n'est pas facile, les obstacles sont nombreux (désunion, résignation, absence de conviction...) mais c'est le seul moyen de redonner espoir et d'incarner l'alternative à la politique en place. Notre objectif est de parvenir à mener les luttes ensemble, **ensemble salarié-es du public et du privé, ensemble agent-es et usager-es, pour la défense des services publics comme modèle de société. Dans cette optique, il faut valoriser les convergences qui émergent à partir du 22 mars et envisager des perspectives communes, une journée de grève interprofessionnelle, une manifestation nationale agents/usagers pour la défense des SP... D'ici-là, la FSU doit être à l'initiative d'actions unitaires en faveur d'une campagne nationale de défense des SP (meetings, rassemblements, diffusion de tracts).**

Mener des luttes sectorielles est indispensable pour rassembler les salarié-es, et cela permettra, lors de temps ou d'espace communs, de travailler les articulations avec les problématiques plus globales.

En effet, dans les semaines qui viennent, **la fédération doit travailler d'arrache-pied à la convergence des mouvements sociaux** : c'est en ce sens qu'elle s'associe à ATTAC pour construire l'université d'été fin août.

Nous avons besoin d'un syndicalisme de lutte et de transformation sociale : c'est aussi ce message qui doit permettre de rassembler les agent-es lors des élections professionnelles.